

Le Burundi accuse un déficit significatif dans le domaine du transport routier

@rib News, 21/08/2013 - Source Xinhua Dans une étude sur les secteurs porteurs de création d'emplois ainsi que sur les stratégies d'investissements sectoriels à même de promouvoir le développement des entreprises, il a été remarqué que le Burundi accuse un déficit significatif dans le domaine du transport routier. Se basant sur les estimations de la Banque Africaine de Développement (BAD) en matière de besoins en 2030, le consultant Ignace Ranguza qui a fait cette étude propose une série d'actions à mener pour anticiper dans la recherche des solutions des problèmes qui se poseront à cette époque.

Ainsi, les estimations de la BAD d'environ 80 000 motos et voitures d'ici 2030, le déficit qui en découlera sera d'anticiper les sérieux problèmes d'embouteillage dans et autour des grandes villes ainsi que sur les principaux axes nationaux reliés notamment aux corridors Nord et Central et ports de Mombassa et de Dar-Es-Salaam. Pour le consultant Ignace Ranguza, il en découlera un autre défi à savoir le renforcement des capacités humaines et institutionnelles du Burundi afin d'anticiper les besoins de transports dans les grandes villes et ces axes. « Aussi, le défi de déterminer l'ampleur de l'extension du réseau routier urbain afin de pouvoir accueillir les 2,6 millions de personnes qui devraient habiter en villes en 2030, selon les estimations, s'avère-t-il des plus ardues », a constaté ce mardi I. Ranguza au cours de la restitution du rapport provisoire de cette étude. Il ajoute dans son étude qu'il a été estimé une augmentation du fret international pourrait passer de 240 mille à 2 millions de tonnes en 2030 et qu'avec une prévision de croissance économique et une exploitation du nickel de Musongati à l'est du pays, le nombre de camions pourrait passer aujourd'hui de 50-70 par jour à 500 ou plus. « Dans ce cas, le gouvernement devra penser à certaines questions, notamment l'élargissement des principaux axes routiers de 6 à 7 mètres, l'adoption de normes spécifiques en matière de charges axiales conformément aux exigences de la Communauté est-africaine et la formulation de mesures pour garantir l'application de ces normes », propose le consultant Ignace Ranguza. Pour lui, l'augmentation du volume de fret nécessitera également de résoudre les problèmes d'embouteillage à la frontière qui rallongent le temps d'attente et font grimper les coûts, tels que l'absence de parkings et d'espaces de stockage pour le trafic en transit.